

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : Ile-de-France_CD94_OSL_Accès et maintien dans le logement (IDF-OI709)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Ile-de-France

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Le territoire du Val-de-Marne

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil Départemental du Val de Marne- Service des Affaires Européennes

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 09/10/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 6 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 36 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 400 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 20 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 40% %

THÈME Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 50 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 09/11/2023



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Fonds Social Européen + (FSE+) est l'instrument financier de l'Union européenne en faveur de l'emploi et de l'inclusion sociale. Ce fonds structurel s'inscrit dans la Politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale et a pour vocation d'améliorer les perspectives professionnelles de l'ensemble des citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion. Il est doté de 99,3 milliards d'euros à l'échelle de l'Union européenne.

En France, le FSE+ finance au niveau national ou local des projets d'acteurs publics et/ou privés au bénéfice des personnes les plus exposées à des difficultés d'insertion professionnelles et sociales. Le Préfet de région d'Ile-de-France a positionné le Département du Val-de-Marne comme organisme intermédiaire gestionnaire d'une enveloppe FSE+ sur la période 2022-2027. A ce titre, le montant maximum des crédits est de 6 919 040€ pour la période 2022-2025, dont 5 703 165€ sur la priorité 1 et 1 215 875€ sur la priorité 2. Ces crédits ont vocation à soutenir des projets d'insertion socio-professionnelle et d'inclusion sociale déployés sur le Val-de-Marne, et à accompagner les val-de-marnais en grande difficulté vers l'emploi.

Ainsi, le Département est habilité pour programmer des opérations au titre des objectifs spécifiques suivants :

- Priorité 1 : Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus
- Objectif spécifique : 1.H. Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés
- Objectif spécifique 1.L. : Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants
- Priorité 2 : Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité notamment par la réussite éducative
- Objectif spécifique : 2.A : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale

Le Val-de-Marne se positionne au sein de la 1ère métropole de France, au cœur d'un marché du travail particulièrement dynamique et diversifié.

Malgré cela, le territoire affiche un taux d'emploi de 66 % (source INSEE RP 2018,) parmi les plus bas de la région (67 %) après la Seine-Saint-Denis (60 %), contre 70 % dans les Hauts-de-Seine. Une part importante de sa population rencontre de grandes difficultés d'insertion professionnelle durable et suffisamment rémunératrice.

Le taux de chômage (au sens du BIT) se situe en troisième position des départements franciliens (7,8%), et le nombre de demandeurs d'emploi s'élevait à 116 230 personnes en décembre 2022 (dont 57% de catégorie A), niveau supérieur à celui d'avant la crise liée à la pandémie de Covid 19.



Dans ce contexte, le nombre d'allocataires du RSA n'a cessé de progresser au cours des dernières années pour atteindre le pic de 47 084 allocataires au 31 décembre 2020 (+13% par rapport à 2019), pour se stabiliser à un niveau toujours supérieur à celui d'avant la crise (44 026 en Novembre 2022 contre 41 893 en Février 2020). Parmi les personnes allocataires du RSA soumises aux droits et devoirs en 2022, près d'un tiers ont plus de 50 ans. Les personnes avec enfants à charge représentent également une part élevée des allocataires, soit 40.8%. Enfin, 40% des allocataires du RSA le sont depuis plus de 5 ans (environ 19 000 allocataires), et 70% sont inscrits dans le dispositif depuis plus de 2 ans.

De plus, il est observé une permanence des situations de pauvreté en Val-de-Marne (16,6%), avec des taux atteignant les 34% sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges (Insee, Filosofi 2019). Ce taux est plus important que celui de l'Île-de-France (15,6%) et celui de la France métropolitaine (14,6%).

Les personnes les plus fragiles ou contraintes dans leur projet professionnel cumulant divers freins, sont les premières touchées par l'accentuation des difficultés sociales :

- Les travailleurs précaires, dont certains sont peu ou pas formés : 17 % des actifs sans diplôme sont en CDD ou précaires (15 % dans l'ensemble des actifs).
- Les demandeurs d'emploi, dont la part de sans diplôme atteint 26%. Plus de la moitié d'entre eux est en situation de pauvreté (58.8%) (filosofi 2019).
- Les jeunes, particulièrement exposés à la pauvreté avec, en Val-de-Marne, un des taux (22% en 2019) les plus importants d'Île-de-France (18,8%), après la Seine-Saint-Denis. La difficulté qu'ils rencontrent à s'insérer dans un emploi stable est renforcée par le faible niveau de qualification d'une partie d'entre eux ; 18,5% des jeunes val-de-marnais âgés de 18 à 25 ans (soit près de 24 000) ne sont ni en formation (NEET) dont plus de la moitié (ni en emploi 61%) se déclarent au chômage (Insee, Recensement 2018). Les jeunes de l'ASE sont plus particulièrement vulnérables, avec un recensement de 482 parcours mis en place en 2021, contre 248 en 2018.
- Les familles monoparentales, dont 25,5% sont identifiées comme pauvres et qui cumulent différents freins d'accès à l'emploi (difficulté de garde d'enfant, de mobilité...).
- Les personnes en situation de handicap, également très vulnérables, avec un taux d'insertion dans l'emploi deux fois plus bas que celui de l'ensemble de la population active : 35 % contre 65 au niveau national.

La situation du département est contrastée avec un niveau de pauvreté qui s'est particulièrement accru sur des villes comme Villeneuve-Saint-Georges (34%), Ivry-sur-Seine, Valenton (27%), Vitry-sur-Seine (24%) ou encore Choisy-le-Roi et Bonneuil-sur-Marne (22%), avec des quartiers particulièrement touchés au sein même de ces villes.

Le recours aux minima sociaux est également en hausse : 42 850 allocataires du RSA en septembre 2022 en hausse continue depuis 2016 et en particulier depuis la crise sanitaire née de la pandémie de COVID19. Il est parallèlement constaté une hausse du nombre des personnes seules et des familles monoparentales.

Soutenir l'accès et le maintien dans le logement

En Île-de-France, le logement constitue un enjeu majeur en matière d'insertion sociale et professionnelle. Les difficultés à se loger y sont particulièrement accentuées, du fait de l'insuffisance de l'offre au regard des besoins et d'une forte pression immobilière, en particulier pour les personnes les plus modestes et les plus concernées par les risques d'exclusion (allocataires de minimas sociaux, jeunes de l'ASE, travailleurs pauvres, chômeurs de longue durée...).



Dans ce contexte, la demande de logement social progresse fortement. Parmi les demandeurs, les situations relevant du public prioritaire (DALO, handicap, situations résultant de violences intrafamiliales...) sont toutes en progression. L'accès au logement est une préoccupation essentielle pour les jeunes, et en particulier pour les jeunes pris en charge au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance avec près de 1 personne sans domicile fixe sur 4 qui aurait connu un parcours en protection de l'enfance.

En Val-de-Marne en particulier, il est observé une croissance permanente de la population avec une augmentation de plus de 7,3% depuis 2008.

En 2022, 68 363 nouveaux demandeurs de logements sociaux (hors demandes de mutations) ont été comptabilisés, représentant près de 13% des demandes effectuées en Ile-de-France, auxquelles s'ajoutent 31 659 demandes de mutations, soit 32% des 100 022 demandes totales. Au total, les demandes (y compris mutations) concernent 224 996 personnes (demandeurs + ayants droits) soit près de 16% de la population val-de-marnaise. Le Val-de-Marne arrive ainsi en 4ème position des départements franciliens concernant le volume des demandeurs, après Paris, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine. Parallèlement à la progression continue du nombre de demandeurs, le nombre de demandes satisfaites se réduit d'année en année, passant de 7 561 en 2015 à 6 463 en 2022.

Dans le département, plus d'un ménage sur quatre demeure dans le parc social : 26,3% des ménages sont locataires du parc social, 26,2% dans le parc privé et 45,1% sont propriétaires (RP 2019). Par ailleurs, 62% des logements sociaux sont des logements familiaux constitués de 3 ou 4 pièces, la construction neuve tendant à privilégier les plus petites surfaces (T1 et T2).

En 2020, 15,1 % des occupants disposaient d'un revenu inférieur à 20 % du plafond réglementé pour l'accès au logement social PLUS (Moins de 402 € par mois pour une personne seule en IdF en 2020), et se trouvent en situation de très grande précarité financière : 17,8 % ont un revenu compris entre 20 % et 40% du plafond, et 20,3 % ont un revenu compris entre 40 % et 60 % soit à peine plus que le seuil de pauvreté ; au global, 53,2 % des occupants ont des ressources inférieures à 60 % du plafond PLUS.

En témoigne le niveau des aides personnalisées au logement (APL) versées pour amoindrir le taux d'effort lié au logement : un tiers des occupants du parc social bénéficient d'une aide au logement en Val-de-Marne.

En 2022, sur le Val-de-Marne, 20,9% des logements ont été attribués aux ménages reconnus DALO.

Cet appel à projets, dans le cadre de la Priorité 1 OSL concerne les actions relevant de l'accès et du maintien dans le logement.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.1 Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

• Contexte de l'objectif spécifique

Le Conseil départemental entend soutenir des actions visant une diversité de publics, et avec une attention particulière pour les enfants, adolescents et personnes en situation de handicap, confrontés à de multiples difficultés, en matière de lutte contre la pauvreté, de prévention des expulsions et de lutte contre les violences intrafamiliales.

Aux côtés de l'Etat, le Département porte l'élaboration et la mise en œuvre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, selon les termes de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. Ce plan orchestre les mesures destinées à permettre aux personnes et aux familles confrontées à de multiples difficultés économiques et sociales d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir et d'y disposer notamment de la fourniture d'eau et d'énergie. Ce plan a également pour objectif de prévenir les situations d'exclusion du logement pouvant être liées à la précarité énergétique, ainsi que de pouvoir bénéficier d'un accompagnement correspondant à leurs besoins.

En réponse aux situations d'expulsions auxquelles pourraient faire face les personnes, le Département met en œuvre une action de prévention des expulsions locatives dans le cadre de la CALPAE (Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Accès à l'Emploi).

• Objectifs

Le Département entend :

- Lutter contre les expulsions des ménages et les accompagner dans l'accès et le maintien dans le logement.
- Renforcer les articulations entre hébergement et logement et répondre aux besoins d'accompagnement social, de résorption de l'habitat informel par la lutte contre la précarité énergétique et la prévention des expulsions

• Actions visées

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement

Ces actions recouvrent :

- L'accompagnement social lié au logement (hors investissement), visant à favoriser l'accès à un logement pérenne y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires ;
- L'information et l'accompagnement juridique des personnes confrontées à un risque d'expulsion.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Les directions et services du Département du Val-de-Marne, compétents en matière de politique publique en lien avec l'accès et le maintien dans le logement des publics ciblés dans cet appel à projets, dont notamment la Direction de l'Habitat.

- **Public cible**

Toute personne en situation de précarité sociale, bénéficiaire ou non des minimas sociaux en situation régulière sur le territoire national.

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel (DPE_CSU_ cout horaire), de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;

3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.



Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO₂ d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :



- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :



1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :



1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS



Le FSE+ intervient en complément des financements nationaux et ne s'y substitue pas. Les projets sélectionnés peuvent recevoir à la fois un financement national (contreparties nationales) et européen (FSE+). La participation de l'Union européenne (UE) doit représenter une valeur ajoutée, en permettant de cofinancer des opérations qui n'auraient pas pu être mises en œuvre sans cette participation et des actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet levier du FSE+ au regard des dispositifs de droit commun.

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le programme national du FSE+ 2021-2027.

Les demandes de subventions doivent être déposées sur la plateforme nationale de gestion des subventions FSE + : Ma démarche FSE +.

Les dossiers déposés complets et recevables seront instruits.

Le projet fera l'objet d'un examen sur sa recevabilité.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

L'analyse des projets, du point de vue du FSE+, se fait selon les critères suivants (en conformité avec les critères énoncés dans la charte du Comité National de Suivi) :

1. Les projets doivent s'inscrire dans la priorité 1 du Programme opérationnel national FSE+, « Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou des exclus. » et son objectif spécifique L, et être au bénéfice direct ou indirect des publics éligibles visés, dans le périmètre du territoire val-de-marnais.
2. L'opération doit s'inscrire dans le cadre de la stratégie départementale de la lutte contre la pauvreté et les politiques publiques du logement ;
3. Une adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet. Les organismes porteurs de projet devront présenter une situation financière saine, avec un budget de structure proportionnel au montant de l'opération présentée, et une capacité d'autofinancement compatible avec les contraintes liées au bénéfice d'une aide du FSE.
4. Le volume de la subvention et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts /avantages du financement par le FSE+ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits [LC1].
5. La cohérence des moyens matériels mis en œuvre pour la réalisation de l'action (locaux en termes de conditions matérielles et d'accessibilité, outils informatiques ...) au regard des objectifs du projet.

Le service gestionnaire pourra solliciter des précisions auprès des candidats.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Sont prises en compte les dépenses conformes à l'article 63 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives aux

Fonds structurels et d'investissement européens et au décret fixant le cadre juridique national applicable aux Fonds structurels et d'investissement européens.

Recours aux Options de Coûts Simplifiés (OCS) :

La forfaitisation des coûts permet de diminuer la charge administrative liée aux différents niveaux de contrôle et de sécuriser les dépenses. Seules les dépenses servant d'assiette pour le calcul du forfait sont contrôlées.

En application de l'art.53§2 du règlement 2021/1060, pour les opérations dont le coût total est inférieur à 200 000 euros nous aurons recours aux OCS qui induit que seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires pourront être valorisées au réel. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis").

Ainsi, le présent appel à projets propose les types de plans de financement suivants :

- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants au réel pour calculer les dépenses indirectes (option à choisir en particulier pour les opérations comportant des participants avec des plans de financements affichant des dépenses de personnel, de fonctionnement, des prestations et, le cas échéant, des frais liés aux participants).
- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Éligibilité des dépenses :

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

1. Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
2. Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service des affaires européennes peut ainsi être amené à écarter des dépenses notamment si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
3. Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).

Qualification des dépenses directes de personnel :

Les dépenses directes de personnel autorisées au titre de l'appel à projets correspondent aux personnels

- affectés à temps fixe par mois sur l'opération FSE+, soit que la totalité de leur temps de travail est dédiée à la mise en œuvre du projet (temps plein) soit qu'ils sont affectés sur des plages fixes préalablement identifiées.
- affectés au moins à 40 % de leur temps de travail sur l'opération, quelle que soit la quotité de travail prévue au contrat de travail. Les heures affectées à l'opération doivent être détaillées

quotidiennement. La production de fiches temps, récapitulatives des heures datées et signées de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par le salarié et son responsable hiérarchique ou, des extraits de logiciels de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération, constituent les justificatifs du temps affecté à l'opération.

- assurant des missions opérationnelles ayant un lien immédiat avec l'opération. Les fonctions transversales, fonctions supports ou fonctions de direction (comptabilité, accueil tout public, secrétariat, fonctions managériales, coordination d'équipe, contrôle de gestion, contrôle interne, ...) ne sont pas valorisables en dépenses directes.

La justification du temps passé se fait simplement par la fiche de poste ou la lettre de mission spécifiant l'affectation du salarié à temps complet sur le projet FSE+.

Dès lors que le personnel affecté à temps partiel intervient sur un temps mensuellement fixe, la production d'une lettre de mission stipulant la quotité de travail dédiée à la mise en œuvre de l'opération cofinancée en pourcentage et les jours dédiés est suffisante.

Les dépenses des personnels ne répondant pas à ces conditions sont couvertes dans le cadre des coûts restants pris en charge par le forfait retenu.

Enfin, aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure et n'opérant pas dans le champ d'une opération pour laquelle un financement FSE+ est sollicité.

Modalités de financement :

Les actions subventionnées dans le cadre du présent appel à projets sont susceptibles de bénéficier de crédits du fonds social européen (F.S.E.+) lorsque le montant dépasse 50 000 € en coût total de l'opération et si elles sont éligibles à l'objectif spécifique L de la priorité 1 du Programme national FSE+.

La participation du F.S.E.+ est plafonnée, dans tous les cas, à 40 % du coût total éligible de l'action.

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître la subvention demandée au Département et l'autofinancement de l'organisme porteur de projets.

Un organisme peut choisir d'être porteur et de sous-traiter certaines étapes de parcours.

Un budget détaillé :

Afin d'éviter le phénomène de sur-financement et de justifier le niveau de la subvention FSE+ sollicitée, un budget détaillé de l'opération FSE+ (et non de la structure) est requis dans les pièces de dépôt détaillant les dépenses afférentes à l'opération (directes et indirectes) et les ressources.

Analyse des ressources :

Le cas échéant, les financements autres que le financement FSE+ doivent également être valorisés dans le dossier (par ex. : aide au poste versée dans le cadre d'un contrat aidé, financement public ou privé complémentaire spécifiquement attribué pour la réalisation du projet...).

Les pièces relatives à ces financements complémentaires (convention, notification d'attribution d'une subvention, lettre d'intention d'un cofinanceur...) doivent être jointes au dossier de demande de subvention, si disponibles.

Dans tous les cas, le porteur de projet est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du ou des bilan(s) intermédiaire(s) annuel(s) et/ou du bilan final de l'opération.

- **Autre**

Contrat d'engagement républicain

Le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations prévoit pour les associations et fondations la souscription d'un contrat d'engagement républicain pour solliciter une subvention publique.

Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen.

A ce titre les structures concernées devront accompagner leurs demandes d'une attestation de contrat d'engagement républicain, qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.

Modalités de dépôt de la demande de subvention :

Les demandes doivent être saisies et transmises sur le portail dématérialisé "Ma Démarche FSE+" au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets.

Seules les demandes de financement déposées dans "Ma Démarche FSE+" avant la date de clôture soit avant le 30 octobre 2023 seront examinées.

Toute demande incomplète à la date indiquée ci-dessus sera jugée irrecevable.

Les projets déposés par un consortium d'acteurs ne pourront pas être éligibles. Il convient de contacter le Service des Affaires européennes afin de définir le montage le plus adapté.

L'action ne doit pas être achevée au moment du dépôt de la demande de financement.

Un accusé de réception automatique est généré et transmis au porteur de projet lors de l'envoi du dossier attestant de sa date de dépôt et de sa transmission au service gestionnaire.

L'instruction administrative ainsi que l'expertise technique seront réalisées par le Service des Affaires européennes de la Direction des Affaires européennes et Internationales.

Les contacts pour cet appel à projets FSE + sont :

- Nathalie Masson, nathalie.masson@valdemarne.fr

- Maylis Biau Peyret, maylis.biau-peyret@valdemarne.fr

Déclaration d'absence de conflit d'intérêt :

Les porteurs de projets devront annexer à leur demande de subvention une déclaration d'absence de conflits d'intérêt (D.A.C.I.) datée et signée par laquelle ils reconnaissent :

- N'être affecté(e) par aucun conflit d'intérêts dans le cadre du projet. Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs ;
- S'engager à faire connaître au Service des Affaires Européennes du Conseil départemental du Val-de-Marne, sans délai, toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;
- Ne pas avoir consenti, recherché, cherché à obtenir, ou accepter d'avantage financier ou autre, en faveur ou de la part d'une quelconque personne constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en tant qu'incitation ou récompense liée au présent projet

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique

équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;

e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

• **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)